

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - DÉCEMBRE 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin décembre 2021 fait ressortir un déficit budgétaire de 70,9 MM.DH, contre 82,3 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+26,7 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+15,2 MM.DH). Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 6%, contre 7,6% en 2020, soit une amélioration de 1,6 point de PIB, et ce en ligne avec les prévisions de la loi de finances.

L'exécution de la LF en 2021 s'est déroulée dans un contexte de reprise soutenue de l'activité économique après le choc de 2020, en relation notamment avec le raffermissement de la demande intérieure et des échanges extérieurs et la bonne campagne agricole, parallèlement aux progrès accomplis en matière de vaccination. Les recettes fiscales ont ainsi enregistré une bonne performance, en dépit de l'effort prononcé de remboursement des crédits de TVA. En parallèle, les dépenses se sont inscrites en hausse sous l'effet, principalement, des dépenses de personnel, en lien avec les mesures de dialogue social et des rappels, de la compensation, suite au renchérissement des cours internationaux du gaz butane, et du maintien de l'effort soutenu de l'investissement.

Comparativement à la loi de finances, les résultats font ressortir une bonne tenue des recettes (taux de réalisation de 108%), notamment fiscales, qui a permis de compenser largement l'augmentation des dépenses (106%).

RECETTES

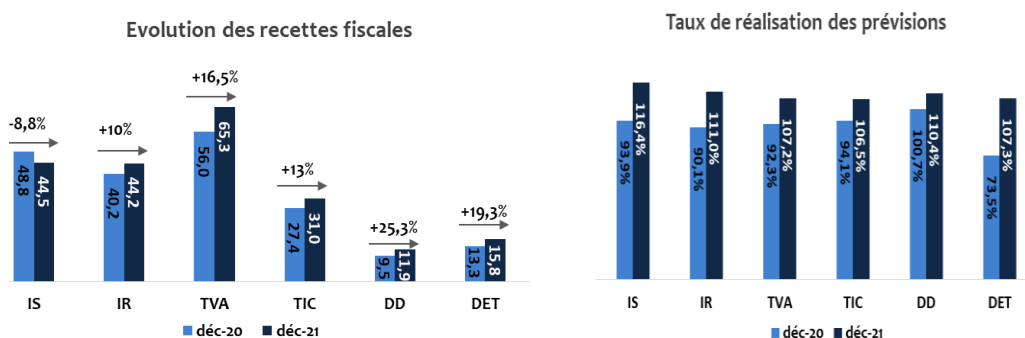
Poursuite du bon comportement des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 26,7 MM.DH, comparativement à fin décembre 2020, et un taux de réalisation de 108% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales se sont nettement améliorées, à l'exception de l'IS qui a reculé en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 15,6 MM.DH ou 7,8%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 109,6%. Cette augmentation est de 19,5 MM.DH ou 9,8% si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements des crédits de TVA ont pour leur part atteint un montant total de 13 MM.DH, soit une hausse de 2,3 MM.DH par rapport à 2020 et près de 5 MM.DH par rapport à la prévision de la LF.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Recul des recettes de l'IS de 4,3 MM.DH (-8,8%) suite principalement au repli des versements au titre des acomptes (-3,6 MM.DH ou -11,3%), ainsi que du complément de régularisation (-411 M.DH ou -6,8%) ;
- Progression de l'IR de 4 MM.DH ou 10%, suite notamment à l'augmentation des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,6 MM.DH) et sur les profits fonciers (+1 MM.DH), conjuguée à l'effet du contrôle fiscal (+1,5 MM.DH) et des deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable (+836 M.DH) ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 834 M.DH (+3,8%), couvrant une augmentation des recettes brutes de 2,4 MM.DH, sous l'effet du redressement de la consommation des ménages, et une accélération des remboursements des crédits de TVA à la charge du budget général ;
- Augmentation notable de la TVA à l'importation de 8,4 MM.DH (+24,6%), des taxes intérieures de consommation de 3,6 MM.DH (+13%) et des droits de douane de 2,4 MM.DH (+25,3%), en liaison respectivement avec la progression des importations (+24% à fin novembre) et des mises à la consommation ;
- Amélioration des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de près de 2,6 MM.DH (+19,3%), dans le sillage notamment de la reprise de la demande adressée au secteur de l'immobilier et de l'augmentation des crédits à l'habitat.



...et hausse des recettes non fiscales

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont établies à 37,7 MM.DH contre 27,2 MM.DH à fin décembre 2020, soit une hausse de 10,5 MM.DH.

Ces recettes proviennent à hauteur de 10,7 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCF (4,1 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (3,8 MM.DH).

Les recettes de cessions de participations de l'Etat ont contribué, quant à elles, pour un montant de 5,4 MM.DH suite à la cession de 35% du capital de Marsa Maroc (5,3 MM.DH) et de la totalité de la participation dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » (110 M.DH).

Pour leur part, les « autres recettes » se sont situées à 21,5 MM.DH, recouvrant 11,9 MM.DH au titre des « financements innovants », 6,7 MM.DH au titre des produits des ministères et 1,5 MM.DH au titre des fonds de concours.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 20,3 MM.DH (+8,8%) et un taux d'exécution de 102,2%.

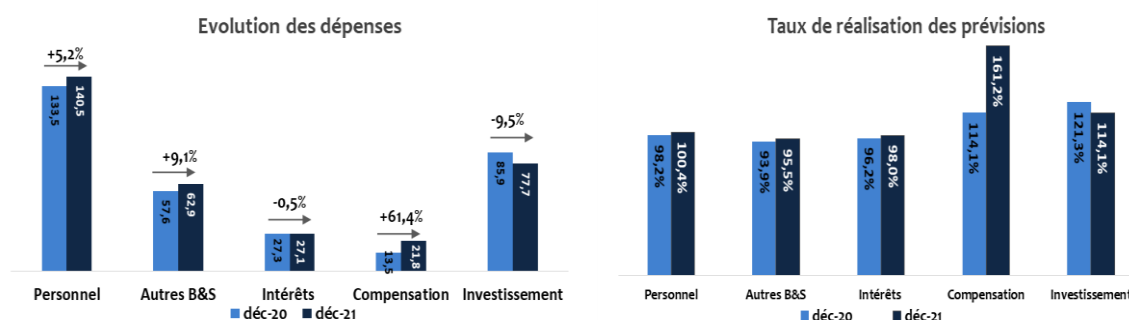
Cette évolution par rapport à fin décembre 2020 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 12,2 MM.DH, attribuable à hauteur de 6,9 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de près de 5,2 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 8,3 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 616 \$/T contre près de 380 \$/T un an auparavant.

Les intérêts de la dette ont connu une légère baisse de 143 M.DH par rapport à 2020 pour se situer à 27,1 MM.DH, recouvrant un recul de ceux afférents à la dette intérieure (-728 M.DH) et une augmentation de ceux de la dette extérieure (+585 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires ont permis de renouer avec un solde ordinaire positif de 3,5 MM.DH, contre un solde négatif de 2,9 MM.DH en 2020, soit une amélioration de 6,3 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 77,7 MM.DH, contre 85,9 MM.DH en 2020. Si l'on exclut l'opération exceptionnelle portant sur la dotation de 15 MM.DH au Fonds Mohammed VI pour l'investissement, réalisée en 2020, les dépenses d'investissement enregistreront une progression de près de 10%. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, le taux de réalisation de ces dépenses s'est ainsi chiffré à 114,1%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 3,4 MM.DH, contre 6,4 MM.DH à fin décembre 2020 qui intégrait un solde positif de 5,3 MM.DH au titre du Fonds spécial de la gestion de la pandémie Covid-19.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 4 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 4,7 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 75,6 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 46,5 MM.DH et 8,1 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor de 14,5 MM.DH et d'un encaissement net au titre des placements sur le marché monétaire de 3,3 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 149,3 MM.DH, contre 164,1 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 102,8 MM.DH, contre 120,2 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 18,4 MM.DH, contre près de 63 MM.DH à fin décembre 2020, et des amortissements de 10,2 MM.DH, contre 19,9 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En MDH

	Décembre	Loi de finances	Décembre	Décembre 2021 / Décembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	229 093	236 907	255 746	11,6%	26 653	108,0%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	229 093	232 907	250 330	9,3%	21 237	107,5%
Recettes fiscales	198 793	195 578	214 351	7,8%	15 558	109,6%
- Impôts directs	92 651	80 112	90 416	-2,4%	-2 235	112,9%
- Impôts indirects	83 404	89 970	96 239	15,4%	12 835	107,0%
- Droits de douane	9 488	10 768	11 885	25,3%	2 397	110,4%
- Enregistrement et timbre	13 250	14 729	15 811	19,3%	2 561	107,3%
Recettes non fiscales	27 169	38 029	37 653	38,6%	10 484	99,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9 601	17 118	10 704	11,5%	1 103	62,5%
- Autres recettes	17 568	16 912	21 533	22,6%	3 965	127,3%
- Cession de participations de l'Etat	0	4 000	5 416	-	5 416	135,4%
Recettes de certains CST	3 131	3 300	3 742	19,5%	611	113,4%
- Fonds de soutien des prix	249	600	258	3,6%	9	43,0%
- Fonds spécial routier	2 882	2 700	3 484	20,9%	602	129,0%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	311 435	308 038	326 628	4,9%	15 193	106,0%
DEPENSES ORDINAIRES	231 962	246 938	252 294	8,8%	20 333	102,2%
Biens et services	191 171	205 710	203 338	6,4%	12 167	98,8%
Personnel (1)	133 530	139 860	140 456	5,2%	6 926	100,4%
Autres biens et services	57 641	65 850	62 882	9,1%	5 241	95,5%
Dette publique (2)	27 259	27 678	27 116	-0,5%	-143	98,0%
Intérieure	23 147	23 560	22 419	-3,1%	-728	95,2%
Extérieure	4 112	4 118	4 697	14,2%	585	114,1%
Compensation (3)	13 532	13 550	21 840	61,4%	8 308	161,2%
SOLDE ORDINAIRE	-2 869	-10 031	3 451	-220,3%	6 320	-34,4%
INVESTISSEMENT	85 885	68 100	77 719	-9,5%	-8 166	114,1%
dont Fonds spécial routier	2 468	2 700	2 982			110,4%
SOLDE DES CST (4)	6 412	7 000	3 386	-47,2%	-3 026	48,4%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-82 342	-71 131	-70 882	-13,9%	11 460	99,7%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	14 747		-4 742		-19 489	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-67 595	-71 131	-75 625	11,9%	-8 029	106,3%
FINANCEMENT INTERIEUR	24 537	36 780	67 484		42 947	183,5%
Endettement intérieur	43 974		46 515		2 541	
Autres opérations	-19 437		20 969		40 406	
FINANCEMENT EXTERIEUR	43 058	34 351	8 141		-34 917	23,7%
Tirages	62 979	41 000	18 382		-44 598	44,8%
Amortissements	-19 921	-6 649	-10 241		9 680	154,0%
DEFICIT BUDGETAIRE (% du PIB)	-7,6%	-6,2%	-6,0%			
DEFICIT BUDGETAIRE HORS CESSION DE PARTICIPATIONS DE L'ETAT (% du PIB)	-7,6%	-6,5%	-6,5%			

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été redassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Décembre	Loi de finances	Décembre	Décembre 2021 / Décembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	198 793	195 578	214 351	7,8%	15 558	109,6%
Impôts directs	92 651	80 112	90 416	-2,4%	-2 235	112,9%
Taxe professionnelle	262	69	149	-43,1%	-113	217,2%
Impôt sur les sociétés (I.S)	48 778	38 236	44 489	-8,8%	-4 289	116,4%
Impôt sur le revenu (I.R)	40 165	39 797	44 163	10,0%	3 998	111,0%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2 207	0	106	-95,2%	-2 101	-
Taxe urbaine/d'habitation	26	34	19	-26,9%	-7	55,9%
Majorations	1 189	1 924	1 456	22,5%	267	75,7%
Autres impôts directs	24	52	34	41,7%	10	65,4%
Impôts indirects	83 404	89 970	96 239	15,4%	12 835	107,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	56 014	60 907	65 279	16,5%	9 265	107,2%
(Intérieure)	21 696	24 714	22 530	3,8%	834	91,2%
(Importation)	34 318	36 193	42 749	24,6%	8 431	118,1%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	27 390	29 063	30 960	13,0%	3 570	106,5%
(Tabacs)	11 024	11 211	12 222	10,9%	1 198	109,0%
(Produits énergétiques)	14 417	15 926	16 363	13,5%	1 946	102,7%
(Autres)	1 950	1 926	2 376	21,8%	426	123,4%
Droits de douane (D.D)	9 488	10 768	11 885	25,3%	2 397	110,4%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	13 250	14 729	15 811	19,3%	2 561	107,3%
RECETTES NON FISCALES	27 169	38 029	37 653	38,6%	10 484	99,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9 601	17 118	10 704	11,5%	1 103	62,5%
- Autres recettes	17 568	16 912	21 533	22,6%	3 965	127,3%
- Cession de participations de l'Etat	0	4 000	5 416	-	5 416	135,4%
Recettes de certains CST	3 131	3 300	3 742	19,5%	611	113,4%
Fonds de soutien des prix	249	600	258	3,6%	9	43,0%
Fonds spécial routier	2 882	2 700	3 484	20,9%	602	129,0%
RECETTES ORDINAIRES	229 093	236 907	255 746	11,6%	26 653	108,0%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	229 093	232 907	250 330	9,3%	21 237	107,5%